

VEOLIA

La restructuration des 4 divisions (Eau, Propreté, Transport, Energie/Dalkia) comme levier de la rentabilité

Le vent de la tourmente continue de souffler sur Veolia. En quelques semaines, le groupe a perdu plus de 30% de capitalisation. En effet, malgré l'annonce d'un plan de restructuration, le calvaire boursier se poursuit.

Pour mémoire, au 1^{er} semestre 2011, les résultats de VE, se sont traduits par une perte nette de 67,2 millions d'euros alors qu'en 2010, le groupe enregistrait un bénéfice net de 374,2 millions d'euros.

Un plan de « convergence » pour sortir de la tourmente.

C'est ce qu'espèrent le PDG et les actionnaires du groupe. Mais pour les salariés, restructuration rime avec licenciements (déguisés ou pas). En effet, il est admis que toute opération de restructuration a pour vocation de peser au moins sur 2 variables économiques d'importance : La réduction des charges immobilières pour comprimer les dépenses et de la masse salariale (par les déménagements annoncés).

Dans le cadre du plan de « convergence » (mutualisation des fonctions support), ces deux variables sont indissociables... Pour autant, les tensions et les inquiétudes désormais visibles dans les 4 divisions ne préoccupent pas outre mesure les dirigeants.

Côté syndical, il n'y a aucun risque pour M. Frérot et ses équipes.

En effet, les militants revendicatifs et combattifs ont été marginalisés avec l'aide des permanents et des bureaucrates du syndicalisme de complaisance. La domestication de ces bureaucrates les confine désormais dans la gestion des CE comme des comités de fêtes, d'où leur silence assourdissant sur la tempête qui secoue le groupe et la menace réelle qui pèse sur l'emploi de nombreux salariés.

Ainsi les directions bénéficient d'une large liberté d'action en l'absence de toute contestation syndicale.

Que deviennent les salariés dans tout ça ?

M. Frérot et ses équipes voguent en eaux troubles. Leurs choix « douloureux » les obligent à réussir leur restructuration (recentrage sur les métiers de base, externalisation, cession ou désengagement de certaines activités existantes, optimisation et mutualisation des activités support, etc.) Le besoin de rentabilité étant très fort, Veolia prépare ses paquets qu'il espère céder sans difficultés.

De ce fait, certains salariés deviendront gênants et se verront proposer des départs négociés ; d'autres subiront la panoplie des actions de dégraissage allant de l'isolement au harcèlement (dit stratégique) en passant par l'intimidation jusqu'à la faute professionnelle.

Dures perspectives dans un contexte national et international délétère. Les salariés doivent se mobiliser pour conserver leurs emplois et refuser de payer la crise et la dette des capitalistes. Le CGT-E s'inscrit dans cette perspective de lutte inévitable.

Et si Dalkia France sortait du giron de Veolia ?

Recherche de fonds oblige, certains spécialistes évoquent cette possibilité. EDF, détenteur de 34% du capital de Dalkia, serait le repreneur naturel.

Des opérations financières récentes confortent cette idée. En effet, Veolia aurait vendu sa filiale Eolfi Asset Management, spécialisée dans la gestion des fonds d'investissement dans les énergies solaires et éoliennes, dont le bénéfice net avait bondi de 40 % en 2010. Dans un même élan, Dalkia France annonce la cession officielle de PROXISERVE et DOMEQ (3618 salariés dont 531 Doméo)...

A suivre

Veolia Environnement accélère sa cure d'amaigrissement

Selon "Les Échos", le numéro 1 mondial du traitement de l'eau et des déchets envisage de céder **Citelum**, un des acteurs majeurs de l'éclairage urbain. Une cession qui s'inscrit dans un plan d'économie drastique, après la perte nette de plus de 65 millions d'euros enregistrée au deuxième trimestre.

Veolia est un peu comme ces boxeurs qui doivent perdre quelques kilos avant un match : pour maigrir, le groupe a initié début août un plan de restructuration. Et pour ne pas rester dans les cordes, il faut vendre !

Transport au Maroc, propreté en Égypte, marine-services aux États-Unis, ou encore des entreprises spécialisées dans les systèmes de chauffage le dépannage, l'assistance : l'objectif affiché est de récupérer 4 milliards d'euros d'ici 2013.

Au-delà de la cession d'actifs, Veolia doit aussi réduire sa voilure à l'international. Son plan "convergence" prévoit ainsi que le groupe, autrefois présent dans 77 pays, concentre ses activités dans moins de 40 pays.

C'est un peu une manière de clore l'ère Proglio marquée par une forte expansion à l'étranger. Antoine Frérot, le directeur général, rappelle d'ailleurs que huit pays pèsent 80 % des ventes du groupe.

A l'heure de l'austérité, combien d'argent les pays développés consacrent-ils à la guerre ?

Pour les guerres, les Etats occidentaux ne manquent pas d'argent. La dernière en date, contre la Libye, aura coûté au contribuable plusieurs centaines de millions d'euros en quelques mois. Et pendant ce temps, on annonce partout en Europe que les travailleurs devront se serrer la ceinture pour rembourser des dettes dont ils ne sont pas responsables.

France : Le ministre français de la défense, Gérard Longuet, a évalué le coût de la guerre pour la France à 320 millions d'euros en six mois.

Royaume-Uni : Un expert britannique vient de révéler que, contrairement aux chiffres officiels, le coût de la guerre pour son pays pourrait atteindre 2 milliards d'euros !

Etats-Unis : La guerre contre la Libye a coûté aux USA plus d'un milliard de dollars.

Le journal *le Washington Post* a souligné qu'il s'agissait de frais minimes en comparaison de ceux des guerres d'Irak et d'Afghanistan, qui ont déjà dépassé ensemble les 1000 milliards de dollars.

Belgique : Le montant des opérations belges en Libye atteindra au moins 45 millions d'euros à la fin de l'année. Par rapport aux grandes puissances, cela peut sembler dérisoire, mais ça correspond quand même au salaire annuel de quelque 1750 jeunes professeurs. Le montant général des opérations belges à l'étranger n'a fait qu'augmenter, passant de 115 millions en 2007 à 170 millions en 2010, et plus encore aujourd'hui.

Aide aux syndicats ou tentative de corruption ?

Au moment où le pouvoir rogne sur la plus petite dépense sociale et s'évertue à retirer les aides élémentaires aux plus démunis, le gouvernement offre une enveloppe de 1,3 milliards d'euros aux syndicats.

En effet, le 29 septembre dernier, le ministre de la fonction publique a présenté son projet de réforme relatif aux droits et aux moyens des syndicats.

Selon le ministère, les moyens alloués aux syndicats (de la fonction publique) pourraient représenter 250 euros par an et par agent fonctionnaire. Le but étant de « *huiler le dialogue social* ».

Pourquoi cette brusque générosité du gouvernement sarkozy ? Est-ce pour apaiser le climat social le temps précédent l'élection présidentielle ou est-ce pour faire avaliser par les syndicats ses plans d'austérité destinés à faire

payer par les salariés la crise et la dette des capitalistes ?

« Qu'importe le but pourvu qu'on ait les sous ».

Les bureaucrates syndicaux – à ne pas confondre avec la base), plus enclins à défendre leur rente de situation que les intérêts des salariés, ne se posent pas cette question. Ils ont salué cette offre (et pour cause) comme une avancée sociale. (Sic !).

Un médiateur au service du dialogue social...

François Sauvadet a également annoncé la création d'un poste de médiateur du dialogue social, chargé d'examiner "les conditions concrètes d'exercice des droits et moyens syndicaux".

La réforme sera présentée devant les trois conseils supérieurs de la fonction publique avant de se traduire par des décrets "d'ici la fin de l'année", selon le ministère. **A suivre.**